



## **Ressources Géoméga inc.**

États financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016



Le 7 septembre 2017

## **Rapport de l'auditeur indépendant**

### **Aux actionnaires de Ressources GéoMégA Inc.**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ressources GéoMégA Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 mai 2017, 2016 et 2015, et les états consolidés des résultats et du résultat global, des variations de capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mai 2017 et 2016, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales conventions comptables et d'autres informations explicatives.

### **Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

---

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
1250 boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 2500, Montréal, Québec, Canada H3B 4Y1  
T: +1 514 205 5000, F: +1 514 876 1502*

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ressources GéoMégA Inc. aux 31 mai 2017, 2016 et 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mai 2017 et 2016, conformément aux Normes internationales d'information financière.

**Observations**

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la Note 1 des états financiers consolidés qui décrit les faits et circonstances indiquant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de Ressources GéoMégA Inc. à poursuivre son exploitation.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A123642

**Ressources Géoméga inc.**  
**États consolidés de la situation financière**  
(en dollars canadiens)

	Note	Au 31 mai 2017	Au 31 mai 2016 (ajusté, note 4)	Au 31 mai 2015 (ajusté, note 4)
		\$	\$	\$
<b>Actif</b>				
<b>Actif courant</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	80 690	1 372 840	454 671
Comptes débiteurs		203 613	-	-
Taxes de vente à recevoir		21 420	24 765	35 534
Crédits d'impôt et subventions gouvernementales à recevoir	7	66 383	54 612	225 980
Frais payés d'avance et autres		24 523	22 395	55 921
<b>Actif courant</b>		<b>396 629</b>	<b>1 474 612</b>	<b>772 106</b>
<b>Actif non courant</b>				
Crédits d'impôt à recevoir		-	-	129 208
Placement dans une entreprise associée	8	1 537 681	-	-
Immobilisations corporelles	9	184 127	199 280	241 759
<b>Actif non courant</b>		<b>1 721 808</b>	<b>199 280</b>	<b>370 967</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>2 118 437</b>	<b>1 673 892</b>	<b>1 143 073</b>
<b>Passif</b>				
<b>Passif courant</b>				
Créditeurs et frais courus		439 994	515 096	392 931
Obligations découlant de contrats de location- financement		-	-	34 826
Passif lié à la prime sur les actions accréditives	10	-	98 442	-
Passif lié aux droits d'échange d'actions	15	477 840	-	-
<b>Total du passif</b>		<b>917 834</b>	<b>613 538</b>	<b>427 757</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Capital-actions		28 210 935	28 138 731	26 525 148
Bons de souscription	12	691 579	559 010	700 225
Options de courtiers	13	8 195	23 595	119 910
Options d'achat d'actions		413 604	1 134 067	1 663 131
Surplus d'apport		3 442 881	2 616 232	1 529 238
Déficit		(31 558 230)	(31 411 281)	(29 822 336)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Ressources Géoméga inc.		1 208 967	1 060 354	715 316
Participations ne donnant pas le contrôle		(8 361)	-	-
<b>Capitaux propres</b>		<b>1 200 603</b>	<b>1 060 354</b>	<b>715 316</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>2 118 437</b>	<b>1 673 892</b>	<b>1 143 073</b>

Continuité d'exploitation (note 1), événements postérieurs à la date du bilan (note 24)  
Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

**Au nom du conseil d'administration**

(s) Kiril Mugerma  
Kiril Mugerma  
Administrateur, président et chef de la direction

(s) Patrick Godin  
Patrick Godin  
Président du conseil

# Ressources Géoméga inc.

## États consolidés des résultats et du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens, à l'exception du nombre d'actions ordinaires)

	Note	Exercice 2017	Exercice 2016 (ajusté note 4)
		\$	\$
<b>Charges opérationnelles</b>			
Salaires, avantages sociaux, règlement et rémunération à base d'actions	18	326 444	452 631
Rémunération des administrateurs, nette d'un ajustement lié à un règlement en actions	18	75 000	(17 500)
Dépenses d'exploration et d'évaluation, nettes des crédits d'impôt	19	545 971	437 917
Frais de recherche, nets des crédits d'impôt		-	25 866
Honoraires professionnels		297 883	237 891
Déplacements, conventions et relations avec les investisseurs		21 246	32 610
Administration		27 766	32 435
Frais fiduciaires et d'enregistrement		52 345	71 558
Loyer		47 463	27 680
Assurances, taxes et permis		33 511	40 810
Gain sur cession d'immobilisations corporelles		(5 000)	-
<b>Perte opérationnelle</b>		<b>(1 422 629)</b>	<b>(1 341 898)</b>
<b>Autres gains ou (pertes)</b>			
Autres revenus		-	6 801
Revenus (dépenses) d'intérêts		(536)	4 731
Charges financières		(35 116)	(7 137)
Gain sur cession des titres négociables		76 115	-
		40 463	4 395
Perte nette - activités poursuivies avant impôt sur les bénéfices		(1 382 166)	(1 337 503)
Recouvrement d'impôt différé		98 442	174 103
<b>Perte nette - activités poursuivies</b>		<b>(1 283 724)</b>	<b>(1 163 400)</b>
Bénéfice (perte) net - activités abandonnées	8, 19	1 453 707	(425 545)
<b>Bénéfice (perte) net</b>		<b>169 983</b>	<b>(1 588 945)</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
Gain latent dû à la variation de la juste valeur des titres négociables		147 780	-
Gain latent sur la valeur des titres négociables transféré à l'état des résultats		(147 780)	-
<b>Autres éléments du résultat global</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat global</b>		<b>169 983</b>	<b>(1 588 945)</b>
Bénéfice (perte) net attribuable aux :			
Actionnaires de Ressources Géoméga inc.		186 330	(1 588 945)
Participations ne donnant pas le contrôle		(16 347)	-
Perte nette - activités poursuivies attribuable aux :			
Actionnaires de Ressources Géoméga inc.		(1 267 377)	(1 163 400)
Participations ne donnant pas le contrôle		(16 347)	-
Résultat global attribuable aux :			
Actionnaires de Ressources Géoméga inc.		186 330	(1 588 945)
Participations ne donnant pas le contrôle		(16 347)	-
Bénéfice (perte) de base et dilué par action		0,002	(0,024)
Perte de base et diluée par action – activités poursuivies		(0,016)	(0,017)
Bénéfice (perte) de base et dilué par action – activités abandonnées		0,019	(0,006)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et dilué		77 819 559	66 599 246

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

**Ressources Géoméga inc.**  
**États consolidés des variations des capitaux propres**  
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016  
 (en dollars canadiens)

	Note	Nombre d'actions en circulation	Capital- actions \$	Bons de souscrip- tion \$	Options de courtiers \$	Options d'achat d'actions \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Total des capitaux propres \$
<b>Solde au 31 mai 2015 – tel que présenté antérieurement</b>		56 989 560	26 525 148	700 225	119 910	1 663 131	1 529 238	(11 927 228)	18 610 424
Impact cumulatif – changement politique comptable des actifs d'exploration et d'évaluation	4	-	-	-	-	-	-	(17 895 108)	(17 895 108)
<b>Solde au 31 mai 2015 ajusté</b>		56 989 560	26 525 148	700 225	119 910	1 663 131	1 529 238	(29 822 336)	715 316
Perte et résultat global de l'exercice		-	-	-	-	-	-	(1 588 945)	(1 588 945)
Rémunération à base d'actions		-	-	-	-	59 395	-	-	59 395
Placements privés		20 069 152	1 644 866	260 005	-	-	-	-	1 904 871
Frais d'émission d'actions		-	(57 533)	(8 195)	9 195	-	-	-	(56 533)
Actions en règlement d'une dette		375 000	26 250	-	-	-	-	-	26 250
Expiration de bons de souscription		-	-	(393 025)	-	-	393 025	-	-
Expiration d'options d'achat d'actions		-	-	-	-	(588 459)	588 459	-	-
Expiration d'options de courtiers		-	-	-	(105 510)	-	105 510	-	-
<b>Solde au 31 mai 2016 ajusté</b>		<b>77 433 712</b>	<b>28 138 731</b>	<b>559 010</b>	<b>23 595</b>	<b>1 134 067</b>	<b>2 616 232</b>	<b>(31 411 281)</b>	<b>1 060 354</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

**Ressources Géoméga inc.**  
**États consolidés des variations des capitaux propres**  
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016  
 (en dollars canadiens)

	Note	Nombre d'actions en circulation	Capital- actions	Bons de souscription	Options de courtiers	Options d'achat d'actions	Surplus d'apport	Déficit	Capitaux propres attribuables à Ressources Géoméga Inc.	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
			\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 31 mai 2016</b>		77 433 712	28 138 731	559 010	23 595	1 134 067	2 616 232	(13 894 493)	18 577 142	-	18 577 142
Impact cumulatif – changement politique comptable des actifs d'exploration et d'évaluation	4	-	-	-	-	-	-	(17 516 788)	(17 516 788)	-	(17 516 788)
<b>Solde au 31 mai 2016 ajusté</b>		77 433 712	28 138 731	559 010	23 595	1 134 067	2 616 232	(31 411 281)	1 060 354	-	1 060 354
Bénéfice (perte) net		-	-	-	-	-	-	186 330	186 330	(16 347)	169 983
Autres éléments du résultat global		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat global		-	-	-	-	-	-	186 330	186 330	(16 347)	169 983
Investissement dans Innord par une participation ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	-	-	242 014	242 014	7 986	250 000
Passif lié aux droits d'échange d'actions		-	-	-	-	-	-	(442 724)	(442 724)	-	(442 724)
Rémunération à base d'actions		-	-	-	-	93 171	-	-	93 171	-	93 171
Actions émises en contrepartie d'une indemnité de départ	18	774 337	65 819	-	-	-	-	-	65 819	-	65 819
Expiration et renonciation d'options d'achat d'actions		-	-	-	-	(812 249)	812 249	-	-	-	-
Exercice d'options d'achat d'actions		25 000	3 135	-	-	(1 385)	-	-	1 750	-	1 750
Exercice d'options de courtiers		25 000	3 250	-	(1 000)	-	-	-	2 250	-	2 250
Prolongation de bons de souscription		-	-	132 569	-	-	-	(132 569)	-	-	-
Expiration d'options de courtiers		-	-	-	(14 400)	-	14 400	-	-	-	-
<b>Solde au 31 mai 2017</b>		<b>78 258 049</b>	<b>28 210 935</b>	<b>691 579</b>	<b>8 195</b>	<b>413 604</b>	<b>3 442 881</b>	<b>(31 558 230)</b>	<b>1 208 964</b>	<b>(8 361)</b>	<b>1 200 603</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# Ressources Géoméga inc.

## Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

	Note	Exercice 2017 \$	Exercice 2016 (ajusté note 4) \$
<b>Activités d'exploitation</b>			
Perte nette liée aux activités poursuivies		(1 283 724)	(1 163 400)
Bénéfice (perte) net - activités abandonnées		1 453 707	(425 545)
Bénéfice (perte) net		169 983	(1 588 945)
Ajustement pour :			
Rémunération à base d'actions		93 171	59 395
Amortissement		57 342	60 041
Indemnité de départ payée en actions		65 819	-
Gain sur règlement de dette en actions		-	(151 250)
Gain sur cession de propriétés d'exploration et d'évaluation		(1 595 881)	-
Charges financières		35 116	-
Recouvrement d'impôt différé		(98 442)	(174 103)
Gain sur cession d'immobilisations corporelles		(5 000)	-
Gain sur cession des titres négociables		71 665	-
Gain latent sur la valeur des titres négociables (AERG)		(147 780)	-
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement			
Comptes débiteurs		(203 613)	-
Taxes de vente à recevoir		3 345	10 769
Crédits d'impôt à recevoir		(11 771)	300 576
Frais payés d'avance et autres		(2 128)	33 526
Créditeurs et frais courus		(75 102)	273 415
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		<b>(1 643 276)</b>	<b>(1 176 576)</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Produits de disposition de titres négociables		151 115	-
Frais d'acquisition de placement dans une entreprise associée		(16 800)	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(42 189)	(17 562)
Produits de dispositions d'immobilisations corporelles		5 000	-
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		<b>97 126</b>	<b>(17 562)</b>
<b>Activités de financement</b>			
Émission d'unités et d'actions, nette des frais d'émission		-	2 147 133
Apport de capital des actionnaires sans contrôle		250 000	-
Exercice d'options de courtiers		2 250	-
Exercice d'options d'achat d'actions		1 750	-
Paiements sur obligations découlant de contrats de location-financement		-	(34 826)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		<b>254 000</b>	<b>2 112 307</b>
<b>Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>(1 292 150)</b>	<b>918 169</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie - au début		1 372 840	454 671
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie - à la fin</b>		<b>80 690</b>	<b>1 372 840</b>
<b>Informations additionnelles</b>			
Intérêts reçus		409	6 273
Intérêts payés		-	(4 326)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

---

### 1. NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Ressources Géoméga Inc. (la « Société ») a été constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* du Canada et est engagée dans l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés minières au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de croissance TSX (la « Bourse ») sous le symbole GMA. L'adresse de la Société et sa principale place d'affaires sont le 75, boulevard de Mortagne, Boucherville (Québec) J4B 6Y4, Canada. Les présents états financiers consolidés audités (les « États Financiers ») ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 7 septembre 2017.

La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés minières renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières dépend de la capacité de la Société à obtenir du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et l'évaluation de ses propriétés minières.

Les États Financiers ont été établis conformément aux principes comptables valables dans un contexte de continuité d'exploitation qui prévoit que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités. Dans son évaluation de la validité du principe de continuité d'exploitation, la direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivants la fin de la période de présentation. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2017, la Société a enregistré un bénéfice net de 169 983 \$ et a accumulé un déficit de 31 558 230 \$ à cette date. Au 31 mai 2017, la Société disposait d'un fonds de roulement négatif de 521 205 \$.

La direction estime que le fonds de roulement ne sera pas suffisant pour répondre aux obligations et engagements de la Société et pour couvrir les dépenses prévues jusqu'au 31 mai 2018. Ces circonstances apportent un doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des principes comptables applicables à une société en continuité d'exploitation. La direction est consciente, ce faisant, qu'il existe des incertitudes significatives liées à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités, tel que décrit dans le paragraphe précédent et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des principes comptables applicables à une société en continuité d'exploitation. Les États Financiers ne reflètent pas les ajustements qu'il serait nécessaire d'apporter aux valeurs comptables des actifs et des passifs, des dépenses et du classement utilisé dans l'état de la situation financière si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation ne convenait pas. Ces ajustements pourraient être importants.

Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir incluant, sans s'y limiter, le financement par actions ou par emprunts. Bien que la direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir, et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, elle pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les États Financiers.

### 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents États Financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« *International Financial Reporting Standards* » ou les « *IFRS* ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« *IASB* »).

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

#### 3.1 Base d'évaluation

Les États Financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique. La Société a choisi de présenter le résultat global dans un seul état financier.

#### 3.2 Mode de consolidation

Les États Financiers de la Société comprennent ses comptes et ceux de sa filiale Innord inc. (« Innord ») détenue à 96.16 % au 31 mai 2017 (100 % au 31 mai 2016). Le contrôle s'entend du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités. La totalité des transactions, des soldes, des produits et des charges intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

#### 3.3 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent une participation en capitaux propres dans une filiale détenue par une tierce partie. La quote-part des actifs nets de la filiale attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres. Leur quote-part du résultat net et du résultat global est comptabilisée directement dans les capitaux propres. Toute variation de la participation de la Société dans la filiale qui ne se solde pas par une perte de contrôle est comptabilisée comme une transaction de capitaux propres.

#### 3.4 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments des États Financiers sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société et d'Innord sont le dollar canadien.

#### 3.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse disponible, les soldes bancaires et les placements à court terme liquides dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à 3 mois ou rachetable en tout temps sans pénalité.

#### 3.6 Placements dans une entreprise associée

Une entreprise associée est une entité sur laquelle la Société exerce une influence notable, mais qu'elle ne contrôle pas. Les résultats financiers des placements de la Société dans ses entreprises associées sont intégrés dans les résultats de la Société selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, le placement est initialement comptabilisé au coût, et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour tenir compte de la quote-part des résultats des entreprises associées revenant à la Société après la date d'acquisition. La quote-part des résultats est comptabilisée à l'état consolidé des résultats et sa quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées est incluse dans les autres éléments du résultat global.

Les gains latents résultant de transactions entre la Société et une entreprise associée sont éliminés à hauteur de la participation de la Société dans l'entreprise associée. Les pertes latentes sont aussi éliminées à moins que la transaction montre qu'il y ait eu perte de valeur de l'actif transféré. Les gains et les pertes de dilution résultant de changements du pourcentage de participation dans les entreprises associées sont comptabilisés à l'état consolidé des résultats.

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

La Société évalue à chaque date de clôture s'il existe une indication objective de perte de valeur de ses placements dans des entreprises associées. S'il y a perte de valeur, la valeur comptable de la quote-part des actifs sous-jacents des entreprises associées qui revient à la Société est ramenée à sa valeur recouvrable estimée (c'est-à-dire la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée du coût de la cession et la valeur d'utilité), et la perte de valeur est présentée à l'état consolidé des résultats.

#### 3.7 Dépenses d'exploration et d'évaluation

Les dépenses d'exploration et d'évaluation (« E&E ») comprennent les droits dans des propriétés minières, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche initiale de gisements ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les dépenses d'E&E comprennent aussi les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires à la recherche de minerai tel que les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les dépenses relatives aux activités d'E&E sont passées en charges lorsqu'elles sont engagées.

Les dépenses d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ou d'une acquisition d'actifs. Les dépenses d'E&E incluent le coût pour :

- établir le volume et la teneur des gisements par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement qui est classé comme étant une ressource minérale ou une réserve prouvée et probable;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement, incluant le procédé de séparation pour les propriétés minières de la Société;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- les activités relatives aux permis; et
- les évaluations économiques visant à déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études d'évaluation préliminaire, de préfaisabilité et de faisabilité finale.

Les dépenses d'E&E seront comptabilisées à l'état des résultats jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale du futur développement de la propriété soient établies, et que ce développement reçoive l'approbation du conseil d'administration, à ce moment le projet minier entre en phase de développement

Les dépenses d'exploration et d'évaluation comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités afférentes.

La Société a pris des mesures pour vérifier la validité des titres de propriété des biens miniers où elle mène des activités de prospection et acquiert des participations, en conformité avec les normes de l'industrie qui s'appliquent à la phase courante des travaux de prospection et d'évaluation, sans que ces mesures ne garantissent la validité des titres de propriété de la Société, car ces titres peuvent être assujettis à des accords antérieurs non enregistrés ou à des revendications des peuples autochtones, ou encore peuvent ne pas être conformes aux exigences de la réglementation.

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

#### 3.8 Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont passés en charge durant l'exercice au cours duquel les dépenses sont engagées. Les frais de développement sont capitalisés lorsqu'ils répondent aux critères de capitalisation conformément aux à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles » (« IAS 38 »).

#### 3.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre d'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'actif iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'une immobilisation remplacée est décomptabilisée lors du remplacement.

Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges dans l'état des résultats au cours de la période où ils sont engagés.

L'amortissement est calculé pour amortir le coût des immobilisations corporelles, moins leur valeur résiduelle, sur leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les périodes indiquées ci-dessous pour les grandes catégories :

Améliorations locatives	Durée du contrat de location
Équipement de bureau	3 ans
Matériel roulant	3 ans
Équipement de terrain et camp de base liés aux activités d'exploration et d'évaluation	Entre 3 et 5 ans
Entrepôt servant aux activités d'exploration et d'évaluation	15 ans

L'amortissement des immobilisations corporelles liées aux activités d'exploration est passé en charges en fonction de la politique des dépenses d'E&E. Pour les immobilisations corporelles qui ne sont pas liées aux activités d'E&E, la charge d'amortissement est comptabilisée directement dans l'état des résultats.

L'amortissement d'un actif cesse lorsqu'il est classé comme étant détenu en vue de la vente (ou inclus dans un groupe destiné à être cédé qui est classé comme étant détenu en vue de la vente) ou lorsqu'il est décomptabilisé. Par conséquent, l'amortissement ne cesse pas lorsque l'actif est laissé inutilisé ou mis hors service, sauf si l'actif est entièrement amorti.

La valeur résiduelle, le mode d'amortissement et la durée de vie utile de chacun des actifs sont revus annuellement et ajustés si nécessaire.

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Les gains et les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans l'état des résultats.

#### 3.10 Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir

La Société a droit à un crédit d'impôt remboursable sur les dépenses d'exploration admissibles engagées et le crédit de droits remboursable pour perte en vertu de la Loi sur les impôts miniers. Ces crédits d'impôt sont comptabilisés en réduction des dépenses d'E&E engagées.

#### 3.11 Crédits d'impôt à l'investissement

Les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société a respecté et continuera de respecter toutes les conditions nécessaires pour obtenir ces crédits. La Société engage des dépenses de recherche et de développement qui sont admissibles à des crédits d'impôt à l'investissement. Les crédits d'impôt à l'investissement remboursables comptabilisés sont fondés sur les estimations de la direction des montants qui devraient être recouvrés et sont soumis à une vérification par les autorités fiscales.

Les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés comme une réduction du coût des actifs ou des charges auxquels ils se rapportent au cours de l'exercice où les dépenses sont engagées et lorsque la direction juge qu'il existe une assurance raisonnable que les conditions des crédits d'impôt à l'investissement sont satisfaites.

#### 3.12 Subventions gouvernementales

La filiale de la Société, Innord, reçoit une aide financière au titre des programmes incitatifs du gouvernement pour la recherche et le développement. Les subventions sont initialement comptabilisées comme des subventions gouvernementales à recevoir à la juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'elles seront reçues et qu'Innord respectera les conditions liées aux subventions. Ces subventions sont reconnues comme une réduction des dépenses connexes (dans l'état de la situation financière ou l'état des résultats selon la nature des dépenses).

#### 3.13 Dépréciation d'actifs non financiers

Les immobilisations corporelles sont révisées pour dépréciation s'il y a des indications que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Si de telles indications existent, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer s'il y a dépréciation. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie indépendants d'autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs dont l'actif en question fait partie.

Le montant recouvrable d'un actif est équivalent au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés à leur valeur actuelle, selon un taux d'actualisation avant impôt reflétant les conditions actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les flux de trésorerie futurs estimatifs n'ont pas été ajustés.

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Si le montant recouvrable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est considéré inférieur à sa valeur comptable, la valeur comptable est alors réduite au montant recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée dans l'état des résultats. Lorsque qu'une perte de valeur est ultérieurement résorbée, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable estimatif révisé, mais uniquement dans la mesure où ce montant ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. Un renversement est comptabilisé en réduction de la charge pour perte de valeur dans la période.

#### 3.14 Provisions, passifs et actifs éventuels

Des provisions pour frais de restauration environnementale, pour coûts de restructuration et pour les actions en justice, le cas échéant, sont comptabilisées lorsque : i) la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés ; ii) il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation ; et iii) le montant peut être évalué de façon fiable.

Les provisions sont évaluées en fonction de la meilleure estimation de la direction sur la charge nécessaire pour régler l'obligation à la date du bilan, et sont actualisées lorsque l'impact est significatif. La hausse de la provision liée au passage du temps est comptabilisée à titre de charges financières. Des changements dans les hypothèses ou les estimations sont reflétés dans la période où ils se produisent.

Les provisions pour coûts de restauration environnementale représentent les obligations juridiques ou implicites associées à la fermeture éventuelle des immobilisations corporelles de la Société. Ces obligations comprennent les coûts liés à la réhabilitation et au suivi des activités et du retrait des actifs corporels. Le taux d'actualisation utilisé est basé sur un taux avant impôt reflétant les conditions actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et des risques spécifiques au passif, en excluant les risques pour lesquels les estimations de flux de trésorerie futurs ont déjà été ajustées.

Les activités de la Société sont régies par des lois et règlements gouvernementaux concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables, qu'il s'agisse des montants, de l'échéance ou de l'impact. À la date de présentation de l'information financière, la direction estime que la Société exerce généralement ses activités en conformité avec les lois et règlements présentement en vigueur. Les coûts actuellement engagés pour la réhabilitation des sites sont présentement négligeables, compte tenu du fait que les activités de la Société sont au stade de l'exploration et de l'évaluation. Une provision pour restauration sera comptabilisée au coût de l'actif correspondant lorsqu'elle aura un engagement implicite ou juridique résultant d'un événement passé, qu'il sera probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation pourra être évalué avec une fiabilité suffisante.

Lorsqu'une sortie possible de ressources représentatives d'avantages économiques résultant d'une obligation actuelle est considérée comme étant improbable ou de probabilité faible, aucun passif n'est comptabilisé à moins qu'il n'ait été repris à l'occasion d'un regroupement d'entreprises.

Les entrées probables d'avantages économiques pour la Société qui ne remplissent pas encore les critères de comptabilisation d'un actif sont traités comme des actifs éventuels. Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour la Société. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers puisque cela peut conduire à la comptabilisation de produits qui peuvent ne jamais être réalisés.

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

#### 3.15 Actions accréditives

La Société finance certaines de ses dépenses d'exploration et d'évaluation par le biais d'émissions d'actions accréditives. La déduction des dépenses d'exploration et d'évaluation fait l'objet d'une renonciation au bénéfice des investisseurs conformément aux lois fiscales en vigueur. La différence (la « prime ») entre le montant comptabilisé en actions ordinaires et le montant que les investisseurs paient pour les actions est comptabilisée en tant que passif d'actions accréditives, lequel est renversé dans l'état des résultats en tant que recouvrement d'impôt différé lorsque les dépenses admissibles sont effectuées. Le montant comptabilisé en tant que passif d'actions accréditives représente la différence entre le cours des actions ordinaires et le montant payé par l'investisseur pour les actions accréditives, net des frais d'émission alloués.

#### 3.16 Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants sont transférés.

Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

Les actifs financiers classés comme prêts et créances et les passifs financiers présentés au coût amorti sont évalués initialement à la juste valeur en tenant compte des coûts de transaction. Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués ultérieurement tel que décrit ci-dessous.

#### 3.17 Actifs financiers

La catégorie détermine la méthode d'évaluation ultérieure et la comptabilisation, soit en résultat, soit en autres éléments du résultat global, des produits et des charges qui en résulteront. Tous les produits et charges se rapportant aux actifs financiers comptabilisés en résultat sont présentés dans les charges financières ou les revenus d'intérêts. Tous les actifs financiers de la Société se catégorisent comme prêts et créances.

##### *Prêts et créances*

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, moins une provision pour perte de valeur. L'actualisation est omise si son effet est non significatif. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les taxes de vente à recevoir et les crédits d'impôt à recevoir de la Société font partie de cette catégorie d'instruments financiers.

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016  
(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

#### *Dépréciation d'actifs financiers*

Tous les actifs financiers font l'objet d'un test de dépréciation au moins à chaque date de clôture. Les actifs financiers sont dépréciés lorsqu'il existe des indications objectives qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a subi une perte de valeur. Une indication objective de dépréciation pourrait inclure :

- des difficultés financières importantes de la part de l'émetteur ou du débiteur;
- un défaut ou une défaillance de paiement des intérêts ou du capital;
- la probabilité croissante de faillite ou d'une restructuration financière de l'emprunteur.

#### 3.18 Passifs financiers

Les passifs financiers de la Société comprennent les créiteurs et frais courus, les obligations découlant de contrats de location-financement et la dette. Les passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges d'intérêts et les charges de désactualisation relatives à la dette sont présentées dans l'état des résultats et du résultat global dans les charges financières lorsqu'applicable.

#### 3.19 Impôt sur le résultat exigible et impôt minier exigible

La charge d'impôt pour la période comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé dans l'état des résultats, sauf s'il concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres. Dans ce cas, l'impôt est également comptabilisé directement dans les capitaux propres. Les impôts miniers sont des impôts perçus par les provinces canadiennes sur les activités minières et sont considérés comme des impôts sur le résultat puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

La charge d'impôt sur le résultat et d'impôt minier exigibles correspond à l'impôt qui devrait être payable ou recevable sur la perte imposable de l'exercice, en utilisant les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de l'état de la situation financière dans les juridictions où la Société opère. La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation.

#### 3.20 Impôt sur le résultat différé et impôt minier différé

La Société comptabilise l'impôt sur le résultat différé et l'impôt minier différé selon la méthode de l'actif ou du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôt sur le résultat et d'impôt minier différés sont comptabilisés pour tenir compte des conséquences fiscales futures attribuables aux écarts temporaires entre les valeurs comptables aux états financiers des actifs et des passifs existants et leur base fiscale. Toutefois, l'impôt sur le résultat différé n'est pas comptabilisé s'il découle de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat fiscal.

Les actifs et les passifs d'impôt sur le résultat et d'impôt minier différés sont calculés au moyen des taux d'imposition (et des lois) en vigueur ou pratiquement en vigueur qui devraient s'appliquer au revenu imposable durant les périodes dans lesquelles les écarts temporaires devraient se résorber ou être réglés. Les actifs d'impôt sur le résultat et d'impôt minier différés sont comptabilisés uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible et contre lequel les écarts temporaires pourront être utilisés.



# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Les actifs et les passifs d'impôt sur le résultat et d'impôt minier différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs exigibles et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés sont liés à des impôts sur le résultat ou des impôts miniers qui sont perçus par la même autorité fiscale sur la même entité imposable lorsqu'il y a une intention de régler les soldes sur une base nette.

Les variations des actifs ou des passifs d'impôts différés sont comptabilisées dans l'état des résultats à titre de recouvrement d'impôt différé, sauf si elles concernent des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas l'impôt différé correspondant est également comptabilisé en capitaux propres.

Comme la direction a l'intention de réaliser la valeur comptable de ses actifs et de régler la valeur comptable de ses dettes par la vente de ses actifs d'exploration et d'évaluation, l'impôt différé y afférent a été calculé en conséquence.

#### 3.21 Bénéfice ou perte de base et diluée par action

Le bénéfice ou la perte par action est calculée en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour chaque période. Le bénéfice ou la perte par action de base est obtenue en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de cette période.

Le bénéfice ou la perte par action diluée est calculée selon la méthode du rachat d'actions. Avec la méthode du rachat d'actions, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour déterminer le bénéfice ou la perte par action diluée suppose que tout produit généré par la levée d'options d'achat d'actions, de bons de souscription et d'options de courtiers dilutifs servirait à l'achat d'actions ordinaires au prix moyen du marché pour la période.

Le calcul du bénéfice ou de la perte diluée par action suppose la conversion ou la levée seulement lorsque la conversion, la levée ou l'émission aurait un effet dilutif sur les bénéfices par action. Lorsque la Société déclare une perte, la perte diluée par action ordinaire est égale à la perte de base par action ordinaire en raison de l'effet anti-dilutif des options d'achat d'actions, de bons de souscription et d'options de courtiers en circulation.

#### 3.22 Capitaux propres

Le capital-actions représente le montant reçu à l'émission des actions moins les frais d'émission, déduction faite de tout avantage d'impôt sur le résultat sous-jacent à ces frais d'émission.

Les actions ordinaires, les options d'achat d'actions, les bons de souscription et les options de courtiers sont classés en tant que capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions, d'options d'achat d'actions, de bons de souscription et d'options de courtiers sont comptabilisés en capitaux propres comme une déduction du produit pour la période où la transaction a lieu.

#### 3.23 Émission d'unités

Les produits des émissions d'unités sont répartis entre les actions et les bons de souscription à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes qui sert à déterminer la valeur des bons de souscription émis.

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

#### 3.24 Rémunération à base d'actions réglée en instruments de capitaux propres

La Société offre des régimes de rémunération à base d'actions réglée en instruments de capitaux propres à l'intention des administrateurs, des dirigeants, des employés et des consultants qui y sont admissibles. Chaque attribution est considérée comme une attribution distincte avec sa propre période d'acquisition et sa propre juste valeur. La juste valeur est évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

Toute contrepartie provenant de l'exercice d'options d'achat d'actions est créditée au capital-actions. Aucun des régimes de la Société ne comporte d'options pour un règlement en espèces. Les dépenses cumulées résultant des options d'achat d'actions sont transférées au capital-actions lorsque les options sont levées.

Les paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres (à l'exception des options de courtiers) sont ultimement comptabilisés en tant que dépenses dans l'état des résultats et la contrepartie est portée au crédit des options d'achat d'actions dans les capitaux propres. La rémunération des courtiers fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres dans le cadre d'un financement en actions est comptabilisée comme frais d'émission d'instruments de capitaux propres et la contrepartie est comptabilisée au crédit des options de courtiers dans les capitaux propres.

Si des périodes ou des conditions d'acquisition des droits s'appliquent, la charge est répartie sur l'année d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options d'achat d'actions ou de bons de souscription qui seront acquis. Les conditions d'acquisition hors marché sont incluses dans les hypothèses sur le nombre d'instruments susceptibles de devenir exerçables. Les estimations sont ensuite révisées s'il y a indication que le nombre d'instruments qui seront acquis diffère des estimations précédentes. Tout ajustement cumulatif avant l'acquisition est comptabilisé dans la période actuelle.

#### 3.25 Contrats de location

Les contrats de location pour lesquels une portion importante des risques et des avantages liés au droit de propriété est conservée par le bailleur sont classés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple (déduction faite des éventuels avantages reçus du bailleur) sont comptabilisés dans l'état des résultats, selon la méthode linéaire pendant toute la durée du contrat de location. Les frais connexes, comme ceux se rapportant à la maintenance et à l'assurance, sont comptabilisés en charges dans l'état des résultats au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

La Société loue certains équipements et camps de base. Les contrats de location des équipements et des camps de base pour lesquelles la Société assume essentiellement tous les risques et avantages liés au droit de propriété sont classés comme des contrats de location financement. Les contrats de location-financement sont capitalisés au début du contrat de location au plus bas de la juste valeur de l'équipement et du camp de base loués et la valeur actuelle du contrat des paiements de location minimums.

# **Ressources Géoméga inc.**

## **Notes afférentes aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016  
(en dollars canadiens)

---

### **3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)**

Chaque paiement de contrat de location-financement est réparti entre la dette et les charges financières. Les obligations locatives correspondantes, déduction faite des charges financières, sont incluses dans l'obligation des contrats de location-financement. La partie d'intérêts de la charge financière est imputée dans l'état des résultats sur la période de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période. Les modes d'amortissement et les durées de vie utile des actifs détenus dans le cadre de contrats de location-financement correspondent à celles appliquées à des actifs similaires dont la Société est légalement propriétaire.

#### **3.26 Avantages sociaux du personnel**

Le coût des avantages sociaux du personnel à court terme (ceux qui sont payables dans les 12 mois suivants le service rendu tel que les congés de vacances et de maladie payés, les bonis et certains avantages non monétaires tels que les soins médicaux) est comptabilisé dans la période où le service est rendu et n'est pas actualisé.

Le coût prévu des congés payés est comptabilisé dans l'état des résultats lorsque les employés rendent des services qui augmentent leurs droits. Le coût du paiement des bonis est comptabilisé dans l'état des résultats lorsqu'il y a une obligation juridique ou implicite d'effectuer ces paiements à la suite de rendements antérieurs.

#### **3.27 Information sectorielle**

La Société a déterminé qu'il n'y avait qu'un seul secteur opérationnel, soit le secteur d'exploration et d'évaluation de ressources minières au Canada.

#### **3.28 Normes comptables publiées, mais non encore en vigueur**

La Société n'a pas encore adopté certaines normes, interprétations aux normes existantes et modifications qui ont été émises, mais dont la date d'entrée en vigueur est postérieure au 1<sup>er</sup> juin 2017. Plusieurs de ces mises à jour ne sont pas pertinentes pour la Société et ne sont donc pas abordées.

##### **a) IFRS 9, Instruments financiers**

En novembre 2009 et en octobre 2010, l'IASB a publié la première partie de l'IFRS 9, Instruments financiers. En novembre 2013, l'IASB a publié un nouveau modèle général de comptabilité de couverture, qui fait partie de l'IFRS 9. La version définitive de l'IFRS 9 a été publiée en juillet 2014 et elle inclut une troisième catégorie d'évaluation des actifs financiers (à savoir ceux évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) ainsi qu'un seul modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues.

L'IFRS 9 remplace les multiples catégories et modèles d'évaluation qui s'appliquent actuellement aux actifs et aux passifs financiers par un seul et même modèle comportant trois catégories : coût amorti, juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et juste valeur par le biais du résultat net. Le classement dépend du modèle économique de l'entité et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif ou du passif financier. La norme introduit également des modifications limitées liées aux passifs financiers et vient harmoniser davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, son adoption anticipée étant toutefois autorisée. La direction évalue actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur les états financiers consolidés de la Société.

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

---

### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

#### b) IFRS 16 Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16. IFRS 16 énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location, applicables aux deux parties au contrat, soit le client (le « preneur ») et le fournisseur (le « bailleur »). IFRS 16 remplace IAS 17, Contrats de location (« IAS 17 ») et les interprétations connexes. Tous les contrats de location confèrent au preneur le droit d'utiliser un actif au commencement du contrat de location et, lorsque des paiements au titre de la location sont échelonnés, d'obtenir du financement. Par conséquent, IFRS 16 éliminera le classement dans la catégorie des contrats de location simple ou dans celle des contrats de location-financement, comme le prescrit IAS 17, par l'instauration d'un unique modèle de comptabilisation pour le preneur. Selon ce modèle, le preneur devra comptabiliser les éléments suivants :

- i) les actifs et passifs de tous les contrats de location ayant une échéance de plus de 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent a peu de valeur ; et
- ii) l'amortissement des actifs loués séparément de la charge d'intérêts sur l'obligation locative dans l'état des résultats.

La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, l'adoption anticipée étant permise si IFRS 15 produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients est aussi appliquée. La direction n'a pas encore évalué l'incidence que cette nouvelle norme aura sur ses états financiers consolidés.

### 4. MODIFICATION DE CONVENTION COMPTABLE

La Société a historiquement capitalisé les dépenses liées aux activités d'E&E après qu'elles aient atteint un certain stade, en vertu d'*IFRS 6 – Prospection et évaluation des ressources minérales*.

Durant l'exercice 2017, la Société a adopté volontairement un changement à sa politique comptable relativement aux dépenses d'E&E. La nouvelle politique comptable indique que les dépenses d'E&E seront comptabilisées à l'état des résultats, jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale du futur développement de la propriété soient établies, et que ce développement reçoive l'approbation du conseil d'administration.

La Société a déterminé que ce changement volontaire de politique comptable donnera des états financiers consolidés avec des informations plus pertinentes tout en amenant la Société au diapason avec ses pairs qui adoptent une convention comptable similaire.

Ce changement a été mis en place pour toutes les activités d'E&E sur toutes les propriétés de la Société.

En vertu d'*IAS 8 – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, le changement de politique comptable a été fait rétroactivement et les comparables ont été ajustés pour toutes les périodes présentées, comme si la politique avait toujours été en place.

Les tableaux suivants présentent l'incidence de la modification de la convention comptable pour les lignes des états financiers consolidés ajustées :

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 4. MODIFICATION DE CONVENTION COMPTABLE (SUITE)

#### États consolidés de la situation financière

	Au 31 mai 2015		
	Traitement antérieur	Incidence	Ajusté
	\$	\$	\$
Actifs d'E&E	17 895 108	(17 895 108)	-
Déficit	(11 927 228)	(17 895 108)	(29 822 336)

	Au 31 mai 2016		
	Traitement antérieur	Incidence	Ajusté
	\$	\$	\$
Actifs d'E&E	17 516 788	(17 516 788)	-
Déficit	(13 894 493)	(17 516 788)	(31 411 281)

#### État consolidé des résultats et du résultat global :

	Exercice 2016		
	Traitement antérieur	Incidence	Ajusté
	\$	\$	\$
Dépenses d'E&E, nettes des crédits d'impôt	-	437 917	437 917
Dépenses d'E&E – activités abandonnées	406 812	18 733	425 545
Dépréciation d'actifs d'E&E	834 970	(834 970)	-
Perte nette et résultat global	1 967 265	(378 320)	1 588 945
Perte de base et diluée par action	(0,030)	0,006	(0,024)

#### Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Exercice 2016			
	Traitement antérieur	Transfert aux activités		Ajusté
		abandonnées	Incidence	
	\$	\$	\$	\$
<b>Activités d'exploitation</b>				
Perte nette liée aux activités poursuivies	1 967 265	(406 812)	(397 053)	1 163 400
Dépréciation d'actifs d'E&E	834 970	-	(834 970)	-
Créditeurs et frais courus	164 463	-	4 892	169 355
<b>Activités d'investissement</b>				
Acquisitions d'actifs d'E&E	(451 758)	-	451 758	-

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

---

### 5. ESTIMATIONS, JUGEMENTS ET HYPOTHÈSES CRITIQUES

Lors de la préparation d'états financiers conformes aux principes comptables IFRS, la direction de la Société doit poser un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses concernant des événements futurs qui touchent les montants déclarés dans les états financiers et les notes y afférents. Bien que ces estimations soient basées sur les meilleures connaissances de la direction des montants, des événements et des actions, les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les domaines qui nécessitent que la direction fasse des jugements, des estimations et des hypothèses importants pour la détermination des valeurs comptables comprennent, entre autres :

#### Jugements significatifs

#### 5.1 Continuité de l'exploitation

L'évaluation de la capacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie en finançant son fonds de roulement et ses activités d'exploration et d'évaluation requiert l'exercice du jugement. Les estimations et les hypothèses formulées sont revues régulièrement et reposent sur les données historiques et sur d'autres facteurs, notamment des prévisions à l'égard d'événements futurs qui sont estimées raisonnables dans les circonstances.

#### 5.2 Comptabilisation des activités de recherche et développement

La Société doit faire preuve de jugement lorsqu'elle détermine quelles activités liées aux méthodes d'extraction et aux procédés de traitement doivent être comptabilisées comme des activités de recherche et développement selon l'IAS 38, ou comme des dépenses d'E&E selon l'IFRS 6. La Société mène diverses activités de recherche afin de mettre au point un procédé d'extraction et métallurgique pour sa propriété Montviel et pour développer d'autres applications technologiques telle que la séparation des oxydes de terres rares. La Société a déterminé que les activités directement liées à la propriété Montviel entrent dans le champ d'application de l'IFRS 6 et que les activités liées à d'autres applications technologiques entrent dans le champ d'application de l'IAS 38.

La Société applique les critères énumérés dans l'IAS 38 pour déterminer si elle doit inscrire à l'actif ou comptabiliser en charges les frais de recherche et développement. Au 31 mai 2017, toutes les charges encourues par la Société entrant dans le champ d'application de l'IAS 38 ont été passées en charges étant donné que la Société est en phase de recherche et non de développement.

#### 5.3 Constatation des impôts différés

Périodiquement, la Société évalue la probabilité qu'une partie des actifs d'impôts différés ne puisse pas être recouvrée. Une fois l'évaluation complétée, si la Société croit qu'il est probable qu'une partie des actifs d'impôts différés ne se matérialisera pas, la Société constate alors uniquement la partie résiduelle pour laquelle il est probable qu'un futur bénéfice imposable sera disponible et contre lequel les écarts temporaires pourront être utilisés. L'évaluation de la possibilité de recouvrer les actifs d'impôts différés implique une grande part de jugement de la direction. Dans la mesure où les futurs flux de trésorerie et le bénéfice imposable diffèrent sensiblement des estimations, la capacité de la Société à recouvrer les actifs d'impôts différés nets constatés à la date de l'état de la situation financière pourrait être affectée. Une grande part de jugement entre dans la détermination du recouvrement d'impôts courants, puisque la détermination d'impôts éventuels liés à certaines transactions et calculs comporte une part d'incertitude. La direction a l'intention de réaliser la valeur comptable de ses actifs et de régler la valeur comptable de ses dettes par la vente de ses propriétés d'E&E, ce qui représente un jugement important.

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 5. ESTIMATIONS, JUGEMENTS ET HYPOTHÈSES CRITIQUES (SUITE)

#### 5.4 Crédit remboursable de droits miniers et crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources

Les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources et les crédits de droits miniers pour pertes (« les crédits d'impôt ») pour la période considérée et les périodes antérieures sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer des administrations fiscales à la date de clôture. Il existe toutefois des incertitudes quant à l'interprétation des règles fiscales, de même qu'en ce qui concerne le montant et le calendrier du recouvrement de ces crédits d'impôt. Afin de déterminer si les dépenses qu'elle engage sont admissibles, la Société doit faire preuve de jugement et d'interprétation, ce qui rend le recouvrement des crédits d'impôt incertain. En conséquence, il peut y avoir une différence importante entre le montant comptabilisé au titre des crédits d'impôt à recevoir et le montant réel des crédits d'impôt reçu par suite de l'examen, par les administrations fiscales, des questions dont l'interprétation était incertaine. Advenant une telle différence, un ajustement devrait être apporté aux crédits d'impôt à recevoir et des provisions devraient potentiellement être comptabilisées pour les crédits d'impôt encaissés antérieurement par la Société. Il peut s'écouler beaucoup de temps avant que l'administration fiscale concernée fasse part de ses décisions concernant les questions liées aux crédits d'impôt. De ce fait, le délai de recouvrement des crédits d'impôt peut être long. Les crédits d'impôt que la Société s'attend à recouvrer dans un délai de plus d'un an sont classés dans les actifs non courants. Les montants comptabilisés dans les états financiers sont établis d'après les meilleures estimations de la Société et selon son meilleur jugement possible, comme il est précisé plus haut.

Toutefois, compte tenu de l'incertitude inhérente à l'obtention de l'approbation de l'administration fiscale concernée, le montant des crédits d'impôt qui sera réellement recouvré ou le montant qui devra être remboursé ainsi que le moment de ce recouvrement ou déboursé pourraient différer considérablement des estimations comptables, ce qui aurait une incidence sur la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

#### 5.5 Passif lié aux droits d'échange d'actions

L'option de vente est classée comme passif financier en utilisant la méthode de l'accès courant. En vertu de cette méthode, la participation ne donnant pas le contrôle continue d'être comptabilisée puisque les actionnaires sans contrôle ont encore droit à un rendement relativement à leurs intérêts à titre d'actionnaires. Par conséquent, la contrepartie du passif financier est portée au déficit.

Les estimations et les hypothèses utilisées pour calculer la valeur du passif lié aux droits d'échange d'actions incluent le taux d'intérêt utilisé afin d'actualiser le montant du rachat (8 %) ainsi que la période estimative au cours de laquelle les droits d'échange peuvent être exercés par les actionnaires sans contrôle.

### 6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	Au 31 mai 2017	Au 31 mai 2016
Encaisse	\$ 80 690	\$ 1 269 698
Placements rachetables en tout temps	-	103 142
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>80 690</b>	<b>1 372 840</b>

Le solde du financement accréditif non encore dépensé selon les restrictions imposées par le financement complété le 31 décembre 2015 représentait 295 328 \$ au 31 mai 2016 et ce solde a été entièrement dépensé au 31 décembre 2016.

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 7. CRÉDITS D'IMPÔT ET SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES À RECEVOIR

	Au 31 mai 2017	Au 31 mai 2016
	\$	\$
Crédits d'impôt relatifs aux ressources	15 365	-
Crédits de droits remboursables pour pertes	38 596	35 435
Subventions gouvernementales	12 422	19 177
	66 383	54 612
Moins : portion non courante des crédits d'impôt	-	-
<b>Portion courante des crédits d'impôt à recevoir</b>	<b>66 383</b>	<b>54 612</b>

Les crédits d'impôt relatifs aux ressources et les crédits de droits remboursables sont liés aux frais d'exploration minière admissibles encourus dans la province de Québec. Les crédits d'impôt à l'investissement et subventions gouvernementales sont liés aux dépenses de recherche et de développement encourues par la filiale de la Société, Innord.

### 8. ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET VENTE DES ACTIFS AURIFÈRES

Le 8 décembre 2016, la Société a signé un acte de vente de titres miniers aurifères (le « Contrat de vente ») avec une société privée, Groupe Ressources Géomines inc. (« Géomines »). Le contrat de vente, qui a été clôturé le 24 mars 2017, porte sur tous les actifs non reliés aux terres rares (« non ETR ») détenus par la Société comprenant les propriétés Anik, Rivière à l'Aigle, McDonald, Gaspard, Comtois, Lac Storm, 3G et Maryse (la « Vente des actifs aurifères »). La vente des actifs aurifères s'est faite conjointement avec la clôture d'une transaction entre Géomines et Black Springs Capital Corp. (« BSC ») au terme de laquelle BSC a acquis la totalité des actions en circulation de Géomines (l'« Acquisition »). Géomines possède un portefeuille d'exploration composé de la propriété Mitchi (antérieurement nommées propriétés WHN et Boisvert) située dans la province de Québec (les « Propriétés de Géomines »). L'acquisition constitue l'« opération admissible » (l'« OA ») de BSC, une société de capital de démarrage. Lors de la conclusion de l'Acquisition, Géomines et BSC ont fusionné et continué les opérations sous le nom d'Exploration Kintavar inc. (« Kintavar »).

Dans le cadre de la clôture de l'Acquisition, BSC a obtenu l'approbation des actionnaires afin de compléter la consolidation de son capital-actions sur la base de deux actions pré-consolidation (chacune appelée « BSC PréAction ») pour une action de Kintavar.

Aux termes du Contrat de vente, une opération entièrement transigée en actions, la Société a reçu 17 857 143 actions de Kintavar pour une valeur totale de 2 500 000 \$ et les actionnaires de Géomines ont reçu 10 714 286 actions de Kintavar pour une valeur totale de 1 500 000 \$, à un prix réputé de \$0,14 par action de Kintavar.

Des honoraires d'intermédiation de 190 476 actions de Kintavar ont été remis à chacun des groupes Ansacha Capital inc., Hexagon Ventures inc. et Valeurs Mobilières Banque Laurentienne, pour avoir contribué à l'introduction des parties.

En décembre 2016, BSC a complété un financement relais de 110 250 \$ (le « financement relais ») au prix de souscription de 0,0525 \$ par PréActions de BSC. Conformément à la restructuration du capital ainsi qu'au financement relais, 4 125 000 actions de Kintavar ont été émises aux actionnaires de BSC selon un ratio d'échange de 1:2.



**Ressources Géoméga inc.**  
**Notes afférentes aux états financiers consolidés**  
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016  
 (en dollars canadiens)

**8. ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET VENTE DES ACTIFS AURIFÈRES (SUITE)**

De plus, Géomines et BSC ont complété un financement d'un produit brut total de 2 019 003 \$, dont 937 293 \$ ont été conclus en même temps que la clôture. À la suite de ces financements, 5 635 510 actions accréditatives de Kintavar ont été émises à un prix de 0,18 \$ par action et 7 175 793 unités de Kintavar à 0,14 \$ l'unité. Chaque unité étant composée d'une action et d'un demi-bon de souscription d'actions, chaque bon de souscription entier donnant droit au porteur d'acquérir une action de Kintavar au prix de 0,18 \$ par action jusqu'au 24 mars 2019.

Effectif le 1 janvier 2017, Géomines a signé une entente pour engager la Société comme sous entrepreneur afin d'effectuer les travaux d'exploration sur les propriétés non-ETR à partir du 1 janvier 2017.

Le 24 mars 2017 et le 31 mai 2017, la Société détenait 38,75 % des 46 079 160 actions ordinaires émises et en circulation de Kintavar. À noter que le président et chef de la direction, le vice-président exploration et la chef de la direction financière occupent les fonctions similaires dans la Société et dans Kintavar.

**Montant du placement dans une entreprise associée et du gain sur cession d'actifs d'exploration et d'évaluation**

Kintavar est la seule entreprise associée de la Société et elle est significative pour le groupe. Le capital-actions de Kintavar est composé exclusivement d'actions ordinaires et la Société en détient directement. Kintavar est incorporée au Canada où se déroule les activités d'E&E sur ses propriétés aurifères qui d'autre part ne sont pas stratégiques à la Société. La proportion de détention de la participation est la même que la proportion de droit de vote détenu. Le placement dans Kintavar est comptabilisé selon la méthode de mise en équivalence et sa juste valeur au 31 mai 2017 est de 3 125 000 \$ (17 857 143 actions à 0,175 \$). La Société classe la juste valeur du placement dans Kintavar comme niveau 1 puis que dérivé d'un prix coté sur des marchés actifs.

L'exercice financier de Kintavar prend fin le 31 décembre. La Société a appliqué la mise en équivalence en utilisant les plus récents états financiers intermédiaires résumés de Kintavar au 31 mars 2017. L'information sommaire présentée dans le tableau qui suit présente les montants présentés dans les états financiers de Kintavar et non pas la proportion de détention de la Société dans ces montants. Ces montants ont été ajustés afin de refléter les ajustements faits par la Société lorsqu'elle applique la mise en équivalence, incluant les ajustements de juste valeur et les modifications de politiques comptables.

	<b>Au 31 mars 2017</b>
	<b>\$</b>
Actif courant	1 758 820
Passif courant	(573 423)
Passif non courant	(162 720)
Actif net	1 022 677
Participation détenue par la Société	38,75 %
	396 287
Autres ajustements	1 141 394
<b>Placement dans in Kintavar</b>	<b>1 537 681</b>

Les autres ajustements reflètent l'excédent de la juste valeur initiale du placement sur la proportion de détention des actifs nets identifiables sous-jacents de Kintavar au moment de l'acquisition, en tenant compte du gain non réalisé sur cession de propriétés d'E&E.

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 8. ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET VENTE DES ACTIFS AURIFÈRES (SUITE)

Les actions ordinaires émises par Kintavar à la Société sont soumises à des périodes de restriction de revente se détaillant comme suit :

- 2 678 571 actions ordinaires, 6 mois suivant l'approbation finale de la Bourse;
- 2 678 571 actions ordinaires, 12 mois suivant l'approbation finale de la Bourse;
- 2 678 571 actions ordinaires, 18 mois suivant l'approbation finale de la Bourse;
- 2 678 571 actions ordinaires, 24 mois suivant l'approbation finale de la Bourse;
- 2 678 571 actions ordinaires, 30 mois suivant l'approbation finale de la Bourse; et
- 2 678 574 actions ordinaires, 36 mois suivant l'approbation finale de la Bourse.

Lors de la clôture de l'OA le 24 mars 2017, le gain sur disposition de propriétés minières s'établit comme suit :

	\$
Produit de disposition de propriétés d'E&E	2 500 000
Gain non réalisé sur cession de propriétés d'E&E	(958 710)
Frais de transaction	(16 800)
<b>Gain sur cession d'actifs d'exploration et d'évaluation</b>	<b>1 524 490</b>

#### Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées

Le bénéfice (la perte) lié aux non ETR a été séparé des activités poursuivies. Le bénéfice (la perte) lié aux activités abandonnées se compose des éléments suivants :

	Exercice 2017	Exercice 2016
	\$	\$
Dépenses d'E&E, nettes des crédits d'impôt	(142 174)	(425 545)
Gain sur cession d'actifs d'E&E – Kintavar	1 524 490	-
Gain sur cession d'actifs d'E&E – Buckingham	71 391	-
<b>Gain (perte) lié aux activités abandonnées</b>	<b>1 453 707</b>	<b>(425 545)</b>

#### Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées

Les flux de trésorerie attribuables aux non ETR ont été séparés des activités poursuivies. Les flux de trésorerie nets liés aux activités abandonnées se composent des éléments suivants :

	Exercice 2017	Exercice 2016
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	142 174	425 545
<b>Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées</b>	<b>142 174</b>	<b>425 545</b>

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Améliorations locatives	Équipement de bureau	Matériel roulant	Équipement d'E&E		Total
				Équipement	Entrepôt	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Exercice 2016</b>						
Valeur comptable nette au début	-	-	-	111 905	129 854	241 759
Acquisitions	-	-	-	17 562	-	17 562
Amortissement	-	-	-	(40 563)	(19 478)	(60 041)
Valeur comptable nette à la fin	-	-	-	88 904	110 376	199 280
<b>Solde au 31 mai 2016</b>						
<b>Coût</b>	<b>2 350</b>	<b>47 324</b>	<b>59 454</b>	<b>664 353</b>	<b>159 388</b>	<b>932 869</b>
<b>Amortissement cumulé</b>	<b>(2 350)</b>	<b>(47 324)</b>	<b>(59 454)</b>	<b>(575 449)</b>	<b>(49 012)</b>	<b>(733 589)</b>
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>88 904</b>	<b>110 376</b>	<b>199 280</b>
<b>Exercice 2017</b>						
Valeur comptable nette au début	-	-	-	88 904	110 376	199 280
Acquisitions	-	-	-	42 189	-	42 189
Amortissement	-	-	-	(45 273)	(12 069)	(57 342)
Valeur comptable nette à la fin	-	-	-	85 820	98 307	184 127
<b>Solde au 31 mai 2017</b>						
<b>Coût</b>	<b>-</b>	<b>14 984</b>	<b>19 324</b>	<b>617 023</b>	<b>159 388</b>	<b>810 719</b>
<b>Amortissement cumulé</b>	<b>-</b>	<b>(14 984)</b>	<b>(19 324)</b>	<b>(531 203)</b>	<b>(61 081)</b>	<b>(626 592)</b>
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>85 820</b>	<b>98 307</b>	<b>184 127</b>

L'amortissement des immobilisations corporelles liées aux propriétés d'E&E est porté aux dépenses d'E&E. L'amortissement des immobilisations corporelles est porté au poste amortissement des immobilisations corporelles ou au poste de dépenses d'E&E de l'état des résultats. Un montant de 57 342 \$ (60 041 \$ en 2016) a été enregistré au titre de dépenses d'E&E au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2017.

### 10. PASSIF LIÉ À LA PRIME SUR LES ACTIONS ACCRÉDITIVES

	Au 31 mai 2017	Au 31 mai 2016
	\$	\$
Solde au début	98 442	-
Augmentation, déduction faite des frais d'émission	-	272 545
Réduction découlant des dépenses admissibles d'exploration	(98 442)	(174 103)
<b>Passif lié à la prime sur les actions accréditatives</b>	<b>-</b>	<b>98 442</b>

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

---

### 11. CAPITAL-ACTIONS

#### 11.1 Capital-actions autorisé

Le capital-actions autorisé de la Société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires.

#### 11.2 Placements privés

Le 23 février 2016, la Société a complété la tranche finale d'un placement privé composée de 11 421 429 unités au prix de 0,07 \$ l'unité, pour un produit brut total de 799 500 \$. Chaque unité était constituée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'actions ordinaires (chaque bon de souscription entier, un « bon de souscription »). Chaque bon de souscription permet à son porteur d'acquérir une action ordinaire supplémentaire au prix de 0,09 \$ l'action pendant une période de 24 mois à compter du 23 février 2016. La Société a le droit de forcer l'exercice des bons de souscription si, suite à la période de restriction à la revente de quatre mois et un jour, le volume moyen pondéré du cours des actions ordinaires est supérieur à 0,50\$ pour 10 jours consécutifs. Les détenteurs de bons de souscription auront 30 jours pour exercer les bons de souscription suite à la réception d'un avis de la Société, à défaut de quoi les bons de souscription expireront automatiquement. Les 5 710 715 bons de souscription ont été enregistrés à une valeur de 166 535 \$ (171 322 \$ moins des frais d'émission de 4 787 \$) selon le modèle Black-Scholes d'évaluation du prix des bons de souscription à partir des hypothèses moyennes pondérées suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,45 %, durée de vie prévue de 2 ans, taux de volatilité annualisé de 125 % et taux de dividende de 0 %.

Le 30 décembre 2015, la Société a complété une première tranche d'un placement privé composée de 3 434 167 actions ordinaires accréditatives au prix de 0,09 \$ par action accréditative pour un produit brut totalisant 309 075 \$. Les actions ordinaires accréditatives acquises dans le placement sont sujettes à une période de restriction à la revente de 4 mois et un jour depuis la date de clôture, terminée le 2 mai 2016, sauf tel que permis par la réglementation en valeurs mobilières applicable et les règles de la Bourse de croissance TSX. En lien avec le placement, la Société a versé une commission en espèces de 20 689 \$ et a émis 229 875 options de rémunération incessibles permettant chacune d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,09 \$ l'action pendant une période de 18 mois.

Le 6 juillet 2015, la Société a complété la tranche finale d'un placement privé composée de 1 294 444 unités au prix de 0,18 \$ l'unité pour un produit brut total de 233 000 \$. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'actions ordinaires. Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acquérir une action ordinaire supplémentaire au prix de 0,23 \$ l'action pendant une période de 24 mois à compter du 6 juillet 2015. La Société a le droit de forcer l'exercice des bons de souscription si le volume moyen pondéré du cours des actions ordinaires est supérieur à 0,50\$ pour 10 jours consécutifs. Les détenteurs de bons de souscription auront 30 jours pour exercer les bons de souscription suite à la réception d'un avis de la Société, à défaut de quoi les bons de souscription expireront automatiquement.

Le 19 juin 2015, la Société a complété une première tranche d'un placement privé composée de 1 311 112 unités au prix de 0,18 \$ l'unité et de 2 608 000 actions ordinaires accréditatives au prix de 0,23 \$ l'action pour un produit brut totalisant 835 840 \$. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'actions ordinaires. Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acquérir une action ordinaire supplémentaire au prix de 0,23 \$ l'action pendant une période de 24 mois à compter du 19 juin 2015. Les bons de souscription ont été enregistrés à une valeur de 100 815 \$ (104 223 \$ moins des frais d'émission de 3 408 \$) selon le modèle Black-Scholes d'évaluation du prix des bons de souscription à partir des hypothèses moyennes pondérées suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,59 %, durée de vie prévue de 2 ans, taux de volatilité annualisé de 146 % et taux de dividende de 0 %.

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 11. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

#### 11.3 Règlements en actions

Le 7 décembre 2016, la Société a émis 774 337 actions à un prix de 0,085 \$ pour une valeur totale de 65 819 \$ et payé une somme de 15 000 \$ dans le cadre d'un règlement avec un ancien haut dirigeant.

En décembre 2015, la Société a conclu une entente d'émettre des actions en règlement de la dette avec les administrateurs de la Société. Le règlement concerne la dette totale combinée de 177 500 \$ due aux administrateurs de la Société. La Société a émis aux administrateurs indépendants un total de 375 000 actions ordinaires pour un total de 26 250 \$ représentant la juste valeur des actions à la date d'émission.

### 12. BONS DE SOUSCRIPTION

Les opérations sur les bons de souscription se détaillent comme suit:

	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Nombre de bons de souscription	Valeur Comptable \$	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre de bons de souscription	Valeur Comptable \$	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde au début	12 104 131	559 010	0,16	6 957 304	700 225	0,40
Émis	-	-	-	7 013 493	260 005	0,12
Frais d'émission	-	-	-	-	(8 195)	-
Expirés	-	-	-	(1 866 666)	(393 025)	0,90
Prolongés	-	132 569	-	-	-	-
<b>Solde à la fin</b>	<b>12 104 131</b>	<b>691 579</b>	<b>0,16</b>	<b>12 104 131</b>	<b>559 010</b>	<b>0,16</b>

Les bons de souscription en circulation au 31 mai 2017 sont les suivants:

Nombre de bons de souscription	Prix de levée \$	Date d'expiration
1 302 778	0,23	19 juin 2018 (prolongés)
5 710 715	0,09	22 février 2018
1 662 500	0,21	4 novembre 2018 (prolongés)
2 264 138	0,25	4, 10 et 20 novembre 2018 (prolongés)
164 000	0,21	3 décembre 2018 (prolongés)
1 000 000	0,15	1er juillet 2019
<b>12 104 131</b>		

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 12. BONS DE SOUSCRIPTION (SUITE)

Les 4 090 638 bons de souscription échéants entre le 4 novembre 2016 et le 6 décembre 2016 ont été prolongés de 2 ans. Le coût total des prolongations est de 132 569 \$ enregistré dans les bons de souscription et la contrepartie est enregistrée au déficit. La juste valeur des prolongations des bons de souscription a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes calculé pour la différence entre la période prolongée et la période résiduelle au moment où la décision de la prolongation a été prise. Les hypothèses suivantes ont été considérées respectivement: taux d'intérêt moyen pondéré sans risque de 0,50 % et 0,53 %, volatilité moyenne pondérée prévue de 90,2 % et 74,2 %, aucun dividende par action et durée prévue de 2,03 ans et de 0,03 an.

Le 8 juin 2017, les 1 302 778 bons de souscription échéants le 19 juin 2017 ont été prolongés d'un an. Le coût total des prolongations est de 5 211 \$ à être enregistré dans les bons de souscription et la contrepartie sera enregistrée au déficit. La juste valeur des prolongations des bons de souscription a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes calculé pour la différence entre la période prolongée et la période résiduelle au moment où la décision de la prolongation a été prise. Les hypothèses suivantes ont été considérées respectivement: taux d'intérêt sans risque de 0,65 % et 0,53 %, volatilité moyenne pondérée prévue de 87,2 % et 37,8 %, aucun dividende par action et durée prévue moyenne pondérée de 1,04 an et de 0,04 an.

Le 26 août 2015, la Société a convenu de prolonger au 1er juillet 2019 l'échéance des 1 000 000 bons de souscription détenus par le Chef de la technologie, employé de la Société, et émis en échange de tous les droits, titres et intérêts visant deux brevets reliés à la technologie de séparation physique des éléments de terres rares. De plus, la juste valeur intrinsèque des bons de souscription ne sera plus assujettie à un plafond de 5 millions de dollars à la date où ceux-ci deviendront exerçables. En vertu de l'entente de détention des brevets et de royauté, ces 1 000 000 bons de souscription ont été annulés (note 24.2).

### 13. OPTIONS DE COURTIERIS

Les opérations sur les options de courtiers se détaillent comme suit:

	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Nombre d'options de courtiers	Valeur Comptable	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options de courtiers	Valeur Comptable	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début	389 875	\$ 23 595	\$ 0,16	424 167	\$ 119 910	\$ 0,47
Émis	-	-	-	229 875	9 195	0,09
Expirés	(160 000)	(14 400)	0,25	(264 167)	(105 510)	0,60
Exercées	(25 000)	(1 000)	0,09	-	-	-
<b>Solde à la fin</b>	<b>204 875</b>	<b>8 195</b>	<b>0,09</b>	<b>389 875</b>	<b>23 595</b>	<b>0,16</b>

Les options de courtiers en circulation au 31 mai 2017 sont les suivantes:

Nombre d'options de courtiers	Prix de levée	Date d'expiration
204 875	\$ 0,09	30 juin 2017 <sup>1)</sup>

1) Non exercées à la date d'échéance

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 14. OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les opérations sur les options d'achat d'actions se détaillent comme suit:

	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée
		\$		\$
Solde au début	3 145 000	0,40	3 320 000	0,60
Octroyées	1 920 000	0,095	1 090 000	0,07
Expirées	(562 500)	1,44	(1 122 500)	0,68
Exercées	(25 000)	0,07	-	-
Annulées	(27 500)	0,08	-	-
Renoncées	(52 500)	0,09	(142 500)	0,26
<b>Solde à la fin</b>	<b>4 450 000</b>	<b>0,14</b>	<b>3 145 000</b>	<b>0,40</b>
Solde à la fin, exerçable	2 755 000	0,17	2 181 250	0,54

Les options d'achat d'actions en circulation au 31 mai 2017 sont les suivantes:

Nombre d'options en circulation	Nombre d'options exerçables	Prix de levée	Date d'expiration
		\$	
100 000	100 000	0,45	19 juillet 2017 <sup>1)</sup>
200 000	200 000	0,42	30 octobre 2017
225 000	225 000	0,15	28 juin 2018
225 000	225 000	0,16	22 juillet 2018
225 000	225 000	0,17	19 septembre 2018
120 000	120 000	0,30	23 janvier 2019
385 000	385 000	0,26	17 septembre 2019
30 000	30 000	0,14	23 janvier 2020
300 000	225 000	0,09	13 septembre 2020
720 000	540 000	0,07	22 novembre 2020
1 920 000	480 000	0,095	29 novembre 2021
<b>4 450 000</b>	<b>2 755 000</b>		

1) Non exercées à la date d'échéance

Le 29 novembre 2016, les actionnaires de la Société ont renouvelé le régime d'option d'achat d'actions qui stipule que le nombre maximum d'actions ordinaires dans le capital de la Société qui pourrait être réservé pour attribution en vertu du régime est limité à 10 % des actions en circulation.

Le 29 novembre 2016, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 1 920 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,095 \$, valables pendant 5 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché à la clôture la veille de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 132 480 \$ soit une juste valeur de 0,069 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,55 %, volatilité prévue de 112 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3.75 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

**Ressources Géoméga inc.**  
**Notes afférentes aux états financiers consolidés**  
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016  
 (en dollars canadiens)

**15. PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE**

Le 3 juin 2016, la Société a conclu une convention de souscription avec deux investisseurs institutionnels, soit la Société de développement de la Baie-James (« SDBJ ») et l'Administration régionale Baie-James (« ARBJ »), afin de financer le développement du prototype du procédé pour séparer le concentré d'éléments de terres rares en oxydes de terres rares individuels purs. Chaque investisseur institutionnel a investi 125 000 \$ pour 2 actions dans Innord, pour un total de 250 000 \$. Conséquemment, la Société détient maintenant 96,16 % d'Innord.

Les investisseurs institutionnels ont reçu différentes options leur permettant d'échanger leurs actions selon la conclusion de la phase 1A du procédé de séparation des terres rares, au plus tard le 1 janvier 2018. Les options sont les suivantes:

- Si la conclusion de la phase 1A est positive, les investisseurs peuvent demander que la Société procède au rachat de 50 % des actions pour un total de 250 000 \$ comptant;
- Si la conclusion de la phase 1A est négative ou qu'il y a vente du procédé de séparation à une tierce partie ou changement de contrôle de la Société, les investisseurs peuvent demander que la Société procède au rachat de 100 % des actions en émettant de ses propres actions, pour une valeur de 500 000 \$; et
- Si les retombées économiques sont inexistantes (pas d'usine de séparation construite sur le territoire de la Baie-James ou l'annonce de la mise en production de Montviel au plus tard le 3 juin 2021), les investisseurs peuvent demander que la Société procède au rachat de 100 % des actions pour un total de 500 000 \$ comptant, ou procède au rachat de 100 % des actions en émettant de ses propres actions, pour une valeur de 500 000 \$.

La conclusion positive de la phase 1A est définie comme suit: atteinte d'une capacité du procédé de séparation physique des terres rares d'un kilogramme par jour.

La Société ne pouvant contrôler l'issue de la phase 1A, un passif financier correspondant à l'éventualité de l'échange des actions détenues par les investisseurs dans Innord contre une valeur de 500 000 \$ de ses propres actions a été constaté.

	<b>Exercice 2017</b>
	<b>\$</b>
Solde au début	-
Options d'échange octroyées à SDBJ et ARBJ	500 000
Actualisation initiale à un taux de 8 %	(57 276)
	442 724
Désactualisation pour la période	35 116
<b>Passif lié aux droits d'échange d'actions</b>	<b>477 840</b>

L'écart entre l'investissement total dans Innord de 250 000 \$ et la participation ne donnant pas le contrôle de 3,84 % s'élevant à 7 986 \$ a été constaté à titre de gain sur dilution directement en réduction du déficit dans les capitaux propres attribuables à la Société.



# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 16. GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à préserver sa capacité de poursuivre ses opérations ainsi que ses programmes d'E&E. Elle gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions, acquérir ou vendre des titres miniers pour améliorer sa flexibilité et sa performance financière. De plus durant l'exercice 2018, la Société a émis des unités de débentures convertibles (note 24.1).

Le capital de la Société se compose des capitaux propres. Au 31 mai 2017, les capitaux propres ajustés (Note 4) sont de 1 200 603 \$ (1 060 354 \$ au 31 mai 2016).

### 17. PERTE PAR ACTION

Le calcul de la perte de base par action repose sur la perte pour la période concernée divisée par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Pour le calcul de la perte par action diluée des activités poursuivies, les actions ordinaires potentielles, telles que les options d'achat d'actions, les options de courtier, les bons de souscription et les droits d'échange d'actions, n'ont pas été prises en considération, car leur conversion aurait pour effet de réduire la perte par action des activités poursuivies et aurait donc un effet de dilution négative.

### 18. RÉMUNÉRATION DES EMPLOYÉS

	Exercice 2017	Exercice 2016
	\$	\$
Salaires	823 307	817 263
Honoraires versés à des dirigeants	-	48 801
Charges sociales	127 935	76 241
Règlement	80 819	-
Rémunération à base d'actions	93 171	59 396
	<b>1 125 232</b>	<b>1 001 701</b>
Salaires et charges sociales comptabilisés dans les dépenses d'E&E	(651,116)	(563 913)
Rémunération à base d'actions comptabilisée dans les dépenses d'E&E	(31 549)	(2 658)
Rémunération des administrateurs	(75 000)	17 500
Rémunération refacturée à Kintavar (Note 22.4)	(41 123)	-
Salaires, charges au titre des avantages sociaux, règlement et rémunération à base d'actions, présentés à l'état des résultats	<b>326 444</b>	<b>452 631</b>

### 19. DÉPENSES D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

	Exercice 2017	Exercice 2016
	\$	\$
Montviel	503 911	437 917
Propriétés aurifères et exploration générale	42 060	-
<b>Dépenses d'exploration et d'évaluation</b>	<b>545 971</b>	<b>437 917</b>

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 19. DÉPENSES D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

<b>Montviel</b>	<b>Exercice 2017</b>	<b>Exercice 2016</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Acquisition et renouvellement</b>	<b>5 305</b>	<b>5 928</b>
<b>Exploration</b>		
Salaires et charges sociales	110 251	119 599
Rémunération à base d'actions	19 967	2 658
Géologie	4 212	19 200
Analyses et forages	9 142	9 760
Transport et hébergement	38 570	48 227
Géophysique et géochimie	28 805	13 540
Amortissement des immobilisations corporelles	12 070	60 043
Taxes, permis et assurances	7 018	13 124
<b>Total exploration</b>	<b>230 035</b>	<b>286 151</b>
<b>Évaluation</b>		
Plan d'exploitation minière	-	47 953
Hydrogéologie, géochimie, géotechnique et géomécanique	-	4 413
Métallurgie et schéma des procédés	8 595	65 893
Salaires et charges sociales - procédé de séparation	272 760	192 439
Procédé de séparation	79 983	31 278
Amortissement des immobilisations corporelles	45 273	-
Autres	-	14 916
<b>Total évaluation</b>	<b>406 611</b>	<b>356 892</b>
Total des dépenses brutes	641 951	648 971
Subventions gouvernementales	(128 379)	(198 496)
Crédits miniers	(9 661)	(12 558)
<b>Dépenses nettes d'E&amp;E – Montviel</b>	<b>503 911</b>	<b>437 917</b>

<b>Propriétés aurifères et exploration générale</b>	<b>Exercice 2017</b>	<b>Exercice 2016</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Acquisition et renouvellement	18 772	18 733
Salaires et charges sociales	268 105	251 873
Géologie et prospection	946	-
Déplacements et hébergement	58 553	70 436
Analyses	16 954	49 870
Forage	2 155	9 900
Géophysique	76 596	23 437
Fournitures et équipements	32 657	15 389
Taxes, permis et assurances	6 007	3 711
Coût propriétés minières	-	(562)
Facturation selon entente	(287 646)	-
Dépenses d'E&E avant les crédits d'impôt	193 099	442 787
Crédits d'impôt	(8 865)	(17 242)
	184 234	425 545
Transférées aux activités abandonnées	(142 174)	(425 545)
<b>Dépenses d'E&amp;E – propriétés aurifères et exploration générale</b>	<b>42 060</b>	<b>-</b>

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 19. DÉPENSES D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

#### 19.1 Propriété Montviel (éléments de terres rares et niobium)

La Société détient 100% de la propriété Montviel, située à environ 100 km au nord de la ville de Lebel-sur-Quévillon et 45 km à l'ouest de la Première Nation Crie de Waswanipi. La propriété Montviel comprend 177 claims miniers totalisant 9 831 hectares au 31 mai 2017.

La propriété est assujettie à une redevance de 2 % du produit net à NioGold Mining Corporation (« NioGold »). Le 27 mai 2015, la Société a conclu une entente avec NioGold en vertu de laquelle une option, sans frais, a été accordée pour racheter la redevance de 2% sur Montviel pour 2 millions \$.

#### 19.2 Propriété Buckingham (graphite)

Le 6 avril 2016, la Société a signé un contrat de vente avec Saint-Jean Carbon inc. (« Saint-Jean »), qui a permis à cette dernière d'acquérir un intérêt de 100% de la propriété minière Buckingham. Selon les modalités de l'accord, la Société a reçu 1 500 000 actions ordinaires de Saint-Jean évaluées à 75 000 \$ selon la cote de la Bourse le jour où les actions ont été reçues, générant un gain sur cession de propriétés d'E&E de 75 000 \$. Toutes ces actions ont été vendues durant l'Exercice 2017 et un gain sur cession des titres négociables de 76 115 \$ a été réalisé. La Société conserve une redevance 0,75 % sur le produit net de la propriété qui a été mesurée à une valeur symbolique.

### 20. IMPÔTS

La dépense d'impôt est constituée des éléments suivants:

	Exercice 2017	Exercice 2016
	\$	\$
Recouvrement d'impôts différés		
Amortissement du passif d'actions accréditives	(98 442)	(174 103)
<b>Total recouvrement d'impôts différés</b>	<b>(98 442)</b>	<b>(174 103)</b>

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 20. IMPÔTS (SUITE)

Le taux d'imposition effectif de la Société varie du taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada. De cette variation résultent les éléments suivants:

	Exercice 2017	Exercice 2016 (ajusté, note 18)
	\$	\$
(Bénéfice) perte avant impôt	(71 541)	1 763 048
Impôt selon le taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada de 26,8 % (26,9 % pour l'Exercice 2016)	19 173	(474 260)
Augmentation (diminution) des impôts résultant des éléments suivants :		
Dépenses non déductibles	24 779	15 263
Crédit d'impôt non imposable	3 161	6 809
Disposition écart permanent participation Kintavar	258 864	-
Renonciation de dépenses d'E&E	79 145	165 055
Changement de taux	95 061	-
Amortissement du passif d'actions accréditives	(98 442)	(174 103)
Ajustement d'années précédentes	(9 524)	(6 449)
Écarts temporaires non constatés	(470 659)	293 582
<b>Recouvrement d'impôts différés</b>	<b>(98 442)</b>	<b>(174 103)</b>

La réalisation de bénéfices imposables est dépendante de plusieurs facteurs, incluant la profitabilité future des opérations. Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés seulement à la mesure où il est probable que suffisamment de bénéfices imposables futurs seront réalisés afin de permettre de récupérer l'actif correspondant. En conséquence, certains actifs d'impôts différés qui n'ont pas été comptabilisés totalisent 6 275 354 \$ (6 746 013 \$ en 2016).

Les composantes principales des actifs et passifs d'impôts différés de la Société sont les suivants :

	Au 31 mai 2017	Au 31 mai 2016 (ajusté, note 18)
	\$	\$
Actifs d'impôts différés		
Immobilisations incorporelles	3 940	4 301
Immobilisations corporelles	78 149	73 648
Frais d'émission d'actions déductibles	43 819	94 702
Actifs d'E&E	3 139 589	3 849 643
Pertes d'opérations reportées	3 009 857	2 771 956
Actifs d'impôts différés	6 275 354	6 794 250
Passifs d'impôts différés		
Subventions	-	(48 237)
<b>Actifs d'impôts différés non comptabilisés</b>	<b>6 275 354</b>	<b>6 746 013</b>

**Ressources Géoméga inc.**  
**Notes afférentes aux états financiers consolidés**  
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016  
 (en dollars canadiens)

**20. IMPÔTS (SUITE)**

Au 31 mai 2017, les dates d'expiration des pertes disponibles pour réduire le revenu imposable au cours des prochains exercices sont les suivantes :

	<b>Fédéral</b>	<b>Provincial</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
2037	1 227 082	1 225 209
2036	1 586 227	1 586 228
2035	1 978 913	1 978 913
2034	1 483 287	1 483 287
2033	2 046 750	2 444 550
2032	1 839 477	1 943 591
2031	563 968	563 968
2030	16 391	16 391
2029	1 718	1 718
<b>Total</b>	<b>10 743 813</b>	<b>11 243 855</b>

**21. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS**

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités, de ses investissements et de ses financements. La direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation.

**21.1 Risque de taux d'intérêt**

La Société dispose de soldes en trésorerie et elle a pour politique d'investir sa trésorerie excédentaire dans des certificats de dépôt ou des comptes d'épargne à taux d'intérêt élevé de grandes banques à charte canadienne. Au 31 mai 2016, la Société avait un placement totalisant 103 142 \$, venant à échéance le 23 novembre 2016 et rachetable en tout temps sans pénalité, à une banque à charte canadienne, qui portait intérêt à taux fixe. Ce placement garanti porte intérêt à un taux fixe de 0,6 %. Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne portent pas intérêt. La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. Une variation de plus ou moins 1% n'aurait pas d'impact significatif sur les actifs et passifs et perte nette de la Société.

**21.2 Risque de liquidités**

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse honorer ses engagements à l'échéance. La capacité de la Société à poursuivre son exploitation dépend de la capacité de la direction à recueillir les fonds nécessaires au moyen de financements par capitaux propres ou par titres de créance, de la vente d'actifs ou de la conclusion d'ententes relatives à des options d'exploration ou d'une combinaison de ces éléments. La liquidité et les résultats opérationnels de la Société peuvent subir l'effet négatif de retards dans l'obtention des crédits d'impôt à recevoir du gouvernement du Québec (ou dans l'obtention de financement fondé sur ces crédits) et de restrictions imposées à son accès au marché financier ou à d'autres formes de financement, par suite d'un repli généralisé du marché boursier ou de difficultés propres à la Société. Par le passé, les flux de trésorerie de la Société provenaient essentiellement des activités de financement.

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 21. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS (SUITE)

Au 31 mai 2017, la Société disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 80 690 \$ et des comptes débiteurs (refacturation à Kintavar) de 203 613 \$ pour régler son passif financier courant de 439 994 \$. Les obligations financières de la Société sont assorties d'échéances contractuelles de moins de 90 jours et sont soumises aux conditions normales du marché à l'exception de l'éventualité de l'échange des actions détenues par les investisseurs dans Innord selon la conclusion de la phase 1A du procédé de séparation des terres rares (note 15). La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie pour assurer la conservation et la sécurité du capital et le maintien de la liquidité (note 1).

#### 21.3 Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties d'un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. En règle générale, le risque de crédit maximal correspond à la valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit, déduction faite de toute perte de valeur. La Société est assujettie à des risques de crédit pour sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie et ces comptes débiteurs. La Société croit que le risque de perte est minime car elle maintient sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie dans des instruments financiers garantis et détenus par une banque à charte canadienne où le risque de crédit est minimal. De plus les comptes débiteurs sont avec Kintavar dont la Société détient 38.75 % des actions et les montants refacturés devraient diminuer avec le temps lors que Kintavar nécessite moins de support logistique et administratif de la Société.

#### 21.4 Risques liés à la juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes débiteurs, des créditeurs et frais courus et du passif lié aux droits d'échange d'actions sont considérés comme une approximation raisonnable de la juste valeur en raison des échéances à court terme et des conditions contractuelles de ces instruments financiers.

### 22. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

#### 22.1 Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société comprennent les administrateurs, le président et chef de la direction, le chef des finances, le directeur de la technologie et le vice-président exploration. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

	Exercice 2017	Exercice 2016
	\$	\$
Avantages sociaux à court terme du personnel		
Salaires, jetons administrateurs et règlement	567 195	508 798
Charges sociales	26 847	34 848
Honoraires professionnels	98 475	48 801
Total des avantages sociaux à court terme du personnel	692 516	592 446
Rémunération à base d'actions	81 492	48 221
<b>Total de la rémunération</b>	<b>774 008</b>	<b>640 667</b>

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

### 22. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (SUITE)

#### 22.2 Transactions avec des parties liées

En plus des montants divulgués à la note 22.1 sur la rémunération des principaux dirigeants, voici les transactions entre parties liées :

*Dans le cours normal des affaires :*

- ◆ Une société au sein de laquelle un dirigeant est associé a facturé des honoraires totalisant 42 721 \$ (155 344 \$ durant l'Exercice 16).
- ◆ Une société contrôlée par une dirigeante a facturé des honoraires totalisant 53 452 \$ (néant durant l'Exercice 16) pour son équipe;
- ◆ Au 31 mai 2017, le montant dû aux parties liées s'élevait à 60 377 \$ (187 228 \$ au 31 mai 2016).

*Hors du cours normal des affaires :*

- ◆ Des administrateurs et dirigeants de la Société ont participé au placement privé d'actions accréditives de décembre 2015 pour 29 700 \$ et au placement privé du 23 février 2016 pour 500 000 \$ (note 11.2). Les administrateurs et dirigeants ont souscrit aux placements d'unités et d'actions accréditives avec les mêmes conditions offerts aux autres souscripteurs;
- ◆ Règlements de dette en actions à un ancien haut dirigeant et aux administrateurs (note 11.3).

#### 22.3 Indemnités en cas de fin d'emploi ou changement de contrôle

Certains contrats de travail entre l'équipe de direction et la Société contiennent des indemnités en cas de fin d'emploi ou de changement de contrôle. Si la cessation d'emploi sans motif sérieux ou un changement de contrôle impliquant des modifications importantes dans les fonctions attribuées à des membres de la haute direction avait eu lieu le 31 mai 2017, les montants à payer pour l'équipe de la haute direction auraient totalisé 284 025 \$ et 717 600 \$ respectivement. Dans le cas d'une cessation d'emploi avec motif sérieux, aucune indemnité ne sera versée.

#### 22.4 Facturation selon l'entente avec Kintavar

	Exercice 2017	Exercice 2016
	\$	\$
Salaires et avantages sociaux	41 123	-
Acquisition de propriétés par jalonnement	21 590	-
Frais d'E&E	287 646	-
Dépenses d'administration	5 741	-
Loyer	3 531	-
	<b>359 632</b>	-

Au 31 mai 2017, le montant dû par Kintavar s'élevait à 203 613 \$ (néant au 31 mai 2016).

# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016  
(en dollars canadiens)

---

### 23. CONTRAT DE LOCATION

Les paiements minimaux futurs de location s'établissent comme suit:

	Au 31 mai 2017
	\$
Moins d'un an	10 511
De 1 à 5 ans	-
Plus de 5 ans	-
<b>Total</b>	<b>10 511</b>

La Société loue ses bureaux en vertu de contrats de location venant à échéance en mars 2018. En vertu du contrat de location, la Société a 30 jours pour résilier le contrat. La Société s'est également engagée dans 2 contrats de location simples pour des équipements de terrain venant à échéance respectivement en juin 2017 et janvier 2018. Aucun paiement de sous-location n'est prévu puisque tous les actifs détenus en vertu des contrats de location sont à l'usage exclusif de la Société.

### 24. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

#### 24.1 Placement privé

Le 11 août 2017, la Société a clôturé une première tranche de 235 000 \$ d'un placement privé sans courtier d'unités, chaque unité est composée d'une débenture convertible non garantie d'un montant principal de 1 000 \$ et de 5 000 bons de souscription d'actions ordinaires. Les débentures convertibles ont une date d'échéance de deux ans et portent intérêt à un taux annuel de 10 %, composée et payable trimestriellement à terme échu. La Société a la possibilité de payer l'intérêt en émettant un nombre d'actions ordinaires selon le cas, à un prix d'émission par action établi en fonction du prix moyen pondéré basé sur le volume des 20 jours précédents (« VWAP ») des actions ordinaires à la Bourse à la date d'échéance du paiement d'intérêts trimestriel. Un tel paiement d'intérêt en actions ordinaires sera assujéti à l'approbation de la TSXV.

Chaque bon de souscription donnera droit au détenteur d'acheter une action ordinaire au prix de 0,10 \$ par action pour une période de douze mois à compter de la clôture du placement et, par la suite, au prix de 0,12 \$ par action jusqu'à vingt-quatre mois suivants la clôture du placement.

Les débentures convertibles seront convertibles en actions ordinaires au choix du titulaire à tout moment avant la date d'échéance en fonction du prix de conversion suivant, sous réserve de rajustements dans certaines circonstances: (i) au prix de 0,10 \$ par action ordinaire si converti pendant la période de douze mois à compter de la clôture du placement; et (ii) au prix de 0,12 \$ par action ordinaire si converti pendant la période suivant l'anniversaire de douze mois de la clôture du placement jusqu'à la date de vingt-quatre mois suivants la clôture du placement.

Les débentures convertibles seront assujétiées au rachat, en tout ou en partie, par la Société si la Société réalise le produit brut d'un placement privé subséquent de titres ou à la suite de l'exercice des bons de souscription d'un montant égal au produit brut du placement à tout moment après la clôture du placement en donnant aux détenteurs des débentures convertibles au moins trente et au plus soixante jours d'avis écrit préalable, au prix égal au capital en circulation des débentures convertibles plus tous les intérêts courus et impayés jusqu'à la date de rachat y compris une prime de rachat comme suit: (i) 10 % au cours des six premiers mois suivants la clôture; (ii) 5 % à partir de l'anniversaire de six mois de la clôture à l'anniversaire de douze mois suivants la clôture; (iii) 3 % après l'anniversaire de douze mois suivants la clôture jusqu'à la date d'échéance. Un porteur de débentures convertibles peut choisir de convertir ses débentures convertibles en fournissant à la Société un avis écrit à cet effet dans les cinq jours ouvrables suivant la réception par le titulaire de l'avis de rachat.



# Ressources Géoméga inc.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2017 et 2016

(en dollars canadiens)

---

### 24. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN (SUITE)

Certains membres de la direction et du conseil de la Société ont participé à cette première clôture du placement pour un montant total de 60 000 \$.

#### 24.2 Entente de détention des brevets et de royauté

Le 11 août 2017, la Société et Innord ont conclu une entente de détention de brevets et de royauté avec le chef de la technologie (« CTO ») pour assurer le développement et la commercialisation des technologies exclusives d'extraction et de séparation des terres rares de la Société à long terme. L'entente remplacera le contrat de 2013 qui avait accordé au CTO 1 000 000 de bons de souscription en échange du transfert par le CTO de certains droits de propriété intellectuelle à la Société, lesquels bons de souscription seront annulés en vertu de l'entente. La conclusion de l'entente sera assujettie à l'approbation de la Bourse et de la majorité des actionnaires.

La redevance portant sur l'extraction et la redevance portant sur la séparation (les « Redevances ») à accorder au CTO sur la commercialisation en vertu de l'entente peuvent être résumées comme suit:

- Redevance sur l'extraction de 1,5 % du bénéfice net pour les produits d'extraction. La redevance augmentera à 2 % si la marge bénéficiaire brute de l'opération (« GPM »), avant de soustraire les redevances, est supérieure à 40 % et elle sera réduite à 1 % si le GPM, avant de soustraire les redevances, est inférieur à 15 %.
- Redevance sur la séparation de 3 % de ventes nettes pour les produits de séparation. La redevance augmentera à 4% si le GPM, avant de soustraire les redevances, est supérieur à 40 % et il sera réduit à 2,5 % si le GPM, avant de soustraire les redevances, est inférieur à 15 %.

Conformément à l'entente, la commercialisation est censée avoir lieu au plus tôt de:

- La séparation d'oxydes à une échelle de 50 kg / jour de produits de séparation sous forme d'oxyde pour au moins (i) 10 jours ouvrables consécutifs ou (ii) 20 jours ouvrables au cours d'une période de 2 mois et la réception par la Société du paiement intégral d'un premier achat relatif à cette production.
- La mise en production de Montviel – si le projet Montviel de la Société a atteint 100 % de la capacité nominale ou 12 mois après avoir atteint 60 % de capacité ou après avoir atteint 60 % de la capacité qui ne remontera plus jusqu'à 100 %.

En outre, et afin de garantir l'engagement à long terme du CTO, l'entente prévoit que les travaux de développement qui ne sont actuellement pas couverts par les brevets que la Société a déjà déposés seront conjointement détenus par le CTO et la Société (pour le travail d'extraction) et Innord (pour le travail de séparation) jusqu'à la commercialisation, auquel cas ces droits seront attribués à la Société et Innord, selon le cas. Nonobstant les droits de propriété commune du CTO en ce qui concerne les nouveaux travaux de développement décrit ci-dessus, le CTO n'aura aucun droit de faire, d'utiliser, de vendre, de disposer, d'offrir à la vente, de délivrer des licences, d'importer, d'exporter ou de distribuer des produits ou des processus de pratique couverts par une ou plusieurs revendications des brevets ou de toute propriété intellectuelle sans le consentement écrit préalable de Société et/ou Innord, qui peuvent être retenues à leur entière discrétion. Toutefois, advenant un changement de contrôle ou une non commercialisation, le CTO se verrait octroyé une licence non exclusive de commercialisation.

#### 24.3 Distribution des actions de Kintavar

À la suite de la transaction de Kintavar décrite à la note 8, sujet à l'approbation des actionnaires à la prochaine assemblée, la Société distribuera sous forme de retour de capital, 4 888 003 (sujet aux arrondissements d'usage) actions de Kintavar aux actionnaires de la Société. Chaque actionnaire de la Société recevra 0,0625 action de Kintavar pour chaque action ordinaire de la Société détenue. Après cette distribution, la Société détiendra 12 969 140 actions de Kintavar représentant 28,15 % des 46 079 160 actions ordinaires émises et en circulation de Kintavar.